

CARTE BLANCHE *Administrateur-délégué BEC***OLIVIER WILLOCX****Ne pas jeter l'excellence à la poubelle**

Qui ne voudrait pas donner à ses enfants les meilleures chances? Les meilleures possibilités de croître, d'apprendre, de grandir, de se développer, de s'épanouir? Pour ce faire, les parents voient dans l'école un partenaire de choix.

Aucun parent ne veut pour ses enfants une école médiocre. Ce qu'ils veulent, c'est

la meilleure école possible. Ce n'est pas pour rien que le budget de la Fédération Wallonie-Bruxelles consacre environ les trois quarts de ses moyens à l'Enseignement. Les études comparatives nous apprennent que cet Enseignement est, globalement, correctement financé. Mais les résultats ne sont pas au rendez-vous! Pourquoi?

Les constats tout d'abord. Ceux de l'OCDE à travers l'enquête Pisa sont particulièrement intéressants. Depuis 2000, des centaines de spécialistes évaluent la capacité des élèves de 15 ans dans les domaines de la lecture, des mathématiques et des sciences dans les 72 pays participants. Cela permet de se situer, de s'inscrire dans une dynamique de progrès, de s'inspirer des bonnes pratiques à l'international. Cela permet aussi, pour la Fédération Wallonie-Bruxelles, de mesurer le chemin parcouru.

En 2005, le Contrat pour l'école, promu par la ministre Marie Arena, devait améliorer l'enseignement francophone aux performances globalement en dessous de la moyenne de l'OCDE. Depuis, des progrès ont-ils été enregistrés? Dans d'autres pays,

oui. Et parfois des progrès notables. Mais pas en Fédération Wallonie-Bruxelles. Il y a bien eu des progrès passagers en lecture, constatés dans les études Pisa 2009 et 2012, mais qui ont été reperdus selon l'édition 2016. Pour les sciences, les francophones restent toujours sous la moyenne OCDE. Quant aux mathématiques, ils restent environ dans cette même moyenne. Dans le même temps, dans notre pays, les résultats de la Communauté flamande et ceux de la Communauté germanophone sont significativement supérieurs, dans tous les domaines, à ceux de la Fédération Wallonie-

L'enseignement francophone ne doit pas être géré comme une intercommunale où des mandataires prennent des décisions et tirent des

avantages au détriment du bien général.

Bruxelles.

Globalement, les résultats de la Fédération Wallonie-Bruxelles stagnent. Ils ne sont pas mauvais. Ils ne sont pas bons. Ils sont moyens. En Flandre, ils sont bons à excellents. Aujourd'hui, dans ce pays, les parents qui veulent donner les meilleures chances à leurs enfants ont intérêt à se tourner vers l'enseignement néerlandophone. Mais que fait la Fédération Wallonie-Bruxelles?

Pourtant, des solutions existent. Des progrès sont possibles comme les études le prouvent. Les facteurs de réussite des politiques d'enseignement sont également connus. C'est l'intérêt, notamment, de disposer d'indicateurs, d'évaluer les politiques menées et de mesurer leurs impacts. Et de s'inspirer des politiques qui fonctionnent, qui ont démontré leur pertinence et leur efficacité.

C'est l'intérêt de la démarche du «Pacte pour un Enseignement d'Excellences». Depuis deux ans, cette démarche de co-création a mobilisé des milliers d'acteurs en FWB pour aboutir à un plan «ambitieux et cohérent» rédigé conjointement par les représentants des organisations syndicales, des réseaux scolaires et des associations de parents, et ce, à l'initiative des autorités publiques. Quel sort le monde politique francophone va-t-il réserver à ce travail remarquable? Va-t-il le prendre au sérieux et le mettre en œuvre de manière conséquente? Va-t-il prendre la mesure de l'urgence des réformes? Va-t-il détricoter cette vision au gré de calculs politiques qui vont le rendre totalement inopérant? Le temps presse. Les années passent et se ressemblent.

Pourquoi l'écolier francophone devrait-il rester, durablement, moins bon que son homologue néerlandophone qui est scolarisé dans une école d'à côté par la Communauté flamande? Non. L'enseignement francophone ne doit pas être géré comme une intercommunale où des mandataires prennent des décisions et tirent des avantages au détriment du bien général. De grâce, mandataires francophones, ne jetez pas l'excellence à la poubelle! Pensez à l'avenir au-delà des échéances électorales de 2018 et 2019. Pensez à l'intérêt de nos enfants.